Comment choquer l’OTAN : résister au bellicisme occidental | Forum de Tbilissi

Si vous voulez vous mobiliser contre l’OTAN, vous choisissez la neutralité. C’est le thème de notre première table ronde : la neutralité peut-elle offrir une alternative à l’adhésion à l’OTAN et aux blocs militaires ? Pascal Lottaz, Heinz Gärtner, Sakari Linden et Petre Mamradze débattent des leçons de l’ histoire et des défis concrets que pose le fait de rester à l’écart des conflits entre grandes puissances. À partir des exemples de l’Autriche, de la Finlande, de la Suisse et de la Géorgie, ils examinent la souveraineté, les bases étrangères, les relations économiques et la marge de manœuvre diplomatique. Enregistrée lors du Forum de Tbilissi sur la neutralité le 5 novembre 2026, cette table ronde explore ce que la neutralité pourrait signifier pour la Géorgie et pourquoi ses défenseurs remettent en cause les conceptions dominantes en matière de sécurité. Liens de la table ronde : Forum de Tbilissi sur la neutralité — programme et intervenants : https://tfn.ge Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 Présentations et leçons historiques sur la neutralité 16:16 La Géorgie, la Russie et la question de l’OTAN 24:23 Le tournant de la Finlande vers l’OTAN : la critique de Sakari Linden 29:46 Le modèle autrichien, l’Ukraine et les engrenages des alliances 38:24 Pascal Lottaz : pourquoi la neutralité ne consiste pas à prendre parti 45:26 La neutralité suisse, les sanctions et les règles constitutionnelles 50:03 Que changerait la neutralité pour la Géorgie ? 56:39 Questions-réponses avec le public : bases étrangères, sécurité et neutralité régionale

#Moderator

Cette première table ronde sera consacrée aux expériences historiques, aux réalités actuelles et aux perspectives d’avenir de la neutralité. Avant de vous présenter nos intervenants, permettez-moi de me présenter brièvement. Je m’appelle Nino Helaya. Je suis politologue, je vis ici, à Tbilissi, en Géorgie, et je suis moi-même géorgienne. Je fais également partie de l’équipe d’analyse de l’ audiovisuel public géorgien. Je vais maintenant vous présenter les intervenants qui participeront à la discussion d’aujourd’hui. Pascal Lottaz est professeur associé à l’université de Kyoto et fondateur de Neutrality Studies, une initiative internationale de recherche consacrée à l’étude de la neutralité et du non-alignement dans les relations internationales.

Le professeur Heinz Gärtner est politologue à l’université de Vienne et président du conseil consultatif de l’Institut international pour la paix, une organisation non gouvernementale basée à Vienne, en Autriche, qui œuvre pour la paix par la recherche, le dialogue et la coopération internationale. Sakari Linden est un homme politique finlandais, analyste géopolitique, journaliste et

ancien conseiller politique au Parlement européen. Nous accueillerons également un intervenant géorgien, Batoni Petre Mamradze, analyste politique géorgien et ancien homme d'État, qui a dirigé la chancellerie d'État de Géorgie en tant que chef de cabinet de mille neuf cent quatre-vingt-quinze à deux mille huit, puis a été député de deux mille huit à deux mille douze.

#Moderator

Merci à toutes et à tous d'être avec nous aujourd'hui. Quelques mots sur les règles : nous avons une heure, et je propose de la diviser en trois temps. Pour commencer, je poserai une question générale à tout le monde. Ensuite, dans un deuxième temps, je poserai des questions à chacun individuellement. Enfin, dans un troisième temps, nous pourrons prendre quelques questions du public. Pour les personnes dans le public, vous pouvez scanner ce QR code, ici. Toutes celles et ceux qui souhaitent nous poser des questions peuvent les envoyer par ce biais, de façon très moderne. Je recevrai vos questions et je les lirai à voix haute pour vous. Très bien. Commençons par la première question, qui porte sur le rapport entre la neutralité comme principe général et la neutralité comme dispositif concret sur le plan politique et en matière de sécurité.

Et puis, il y a aussi la dimension historique de tout cela. La neutralité est donc une très belle idée, très séduisante, qui attire beaucoup de gens parce qu'elle promet la sécurité et la paix, bien évidemment. Mais ce concept a aussi pris des formes très différentes selon les pays et les époques, si l'on peut dire. Alors, j'aimerais vous poser à tous cette question : quelles sont les caractéristiques essentielles de la neutralité aujourd'hui ? Et existe-t-il une conception commune de ce que signifie, pour un pays, être neutre aujourd'hui ? Ou est-ce encore une notion très largement définie par l' histoire ? Nous pourrions peut-être commencer par cette rangée, s'il vous plaît.

#Paneslist 1

Merci beaucoup. Je pense que la principale caractéristique de la neutralité, c'est de ne pas prendre part à la rivalité entre grandes puissances et de servir de pont plutôt que de mur, comme cela a été dit dans les interventions précédentes. Cette position de neutralité peut offrir des avantages en matière d'indépendance politique, de marge de manœuvre économique, mais aussi de sécurité militaire, en restant à l'écart de la rivalité entre grandes puissances. Je vous rappelle simplement que vous disposez de trois minutes. Si vous avez besoin de plus de temps, nous pouvons aussi faire preuve d'un peu plus de souplesse.

#Panelist 2

Merci, Nina, d'avoir organisé cette rencontre. Je tiens également à remercier les organisateurs d' avoir rendu possible cet événement important, ainsi que les intervenants d'y participer et d'être ici à mes côtés. Je vais donc m'appuyer un peu sur l'expérience autrichienne, puis aborder des principes plus généraux à la fin, car les analogies historiques sont importantes pour les enseignements que d' autres pays peuvent en tirer. Et comme vous le savez, après la Seconde Guerre mondiale, l'Autriche

a été divisée et occupée par les quatre puissances victorieuses : la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique.

Et la question était de savoir comment obtenir le retrait des troupes étrangères du territoire autrichien. Le débat s'est poursuivi jusqu'en mille neuf cent cinquante-cinq, et tous les partis étaient favorables à la neutralité. Mais en réalité, c'est l'Union soviétique qui a commencé à freiner sur cette idée de neutralité. Au début de l'année mille neuf cent cinquante-cinq, l'Union soviétique a déclaré que la neutralité ne suffisait pas, à cause du militarisme allemand, et qu'il fallait un traité de paix avec l'Allemagne. Et cela va à l'encontre du récit historique en Autriche. Selon ce récit, l'Union soviétique aurait imposé la neutralité à l'Autriche. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai.

Les Autrichiens voulaient la neutralité, mais le Premier ministre de l'Union soviétique, Molotov, a repoussé le débat jusqu'à l'automne mille neuf cent cinquante-quatre, quand il est devenu clair que l' Allemagne rejoindrait l'OTAN sans l'Autriche. C'était donc une crainte. Avant cela, les Soviétiques avaient proposé à l'Autriche un traité d'État sans neutralité. Il y a donc une certaine confusion : le traité d'État et la neutralité de l'Autriche sont deux notions très différentes. Les Soviétiques disaient : « D'accord, vous pouvez avoir votre traité d'État, mais nous conserverons des bases militaires et une partie de nos troupes en Autriche. » Ce n'est qu'en acceptant la neutralité que l'Union soviétique a également accepté le retrait de toutes les troupes étrangères d'Autriche. Cela s'est concrétisé en octobre mille neuf cent cinquante-cinq, tandis que le traité d'État avait été signé en mai mille neuf cent cinquante-cinq. Ce sont donc deux notions distinctes.

Alors, pour en venir aux principes généraux, le traité d'État donne une très belle définition de la neutralité. Avec mes étudiants, j'ai élaboré vingt et un concepts et types de neutralité, que je ne vais pas détailler ici, parce que Nino ne me laisserait pas faire. Mais la loi sur la neutralité, adoptée en mille neuf cent cinquante-cinq, énonce quelques principes très succincts. Cela signifie, avant tout, ne pas adhérer à une alliance militaire. C'est toujours vrai aujourd'hui, puisque les alliances militaires existent bel et bien.

Il y a bien l'OTAN. Mais je tiens à souligner ici que la neutralité est tout à fait compatible avec l' Union européenne. Selon cette définition, l'Union européenne n'est donc pas une alliance militaire, contrairement à l'OTAN. Alors, premièrement, ne rejoindre aucune alliance militaire. Deuxièmement, ne pas autoriser le déploiement de troupes étrangères sur le territoire autrichien. Et troisièmement — et c'est un peu plus compliqué — la neutralité permanente. Permanente ne veut pas dire éternelle. Cela signifie être neutre non seulement en temps de guerre, comme dans le cas d'une neutralité occasionnelle, mais aussi en temps de paix. En temps de paix, il faut donc affirmer en permanence que l'on restera neutre dans une guerre entre d'autres pays. Bien entendu, on peut se défendre conformément à la Charte des Nations unies dans le cadre d'une guerre avec un pays étranger. Et la neutralité en temps de paix signifie qu'elle doit être crédible et utile.

Donc, la neutralité armée contribue à la crédibilité, mais il faut aussi se rendre utile : proposer une médiation, accueillir des sommets internationaux et des organisations internationales. C'est ainsi que

l'Autriche a développé sa neutralité, et celle-ci peut aller bien au-delà. Le chancelier Bruno Kreisky a développé, ou forgé, le concept de neutralité active, mais aujourd'hui, l'Autriche a dépassé le cadre des années soixante-dix. Elle fait partie de l'Union européenne, participe au Partenariat pour la paix de l'OTAN et déploie aussi de nombreux soldats dans des missions de maintien de la paix hors de son territoire. C'est donc ce que j'appelle — et je m'arrêterai là — la neutralité engagée. La neutralité engagée, c'est s'engager autant que possible et rester à l'écart autant que nécessaire.

#Moderator

Merci beaucoup. Alors, comme vous l'avez mentionné, la neutralité peut être conçue de plusieurs façons. En un sens, elle ressemble au concept de démocratie, auquel on associe aussi toutes sortes d' adjectifs : quelque vingt-trois adjectifs pour qualifier la démocratie. C'est d'ailleurs comme ça que commence le cours de théorie de la démocratie. Il faut donc faire un certain effort pour bien comprendre ce que signifie la neutralité. Oui, je vous en prie.

#Pascal

Merci. Et c'est très bien que vous veniez de le mentionner, parce que j'allais justement dire que, vous savez, le mot « neutralité », c'est comme le mot « démocratie ». Il ne veut pas dire grand-chose si on ne le définit pas correctement et si on n'explique pas ce qu'on entend par là. Et on pourrait parler longtemps de l'histoire de la neutralité. Elle remonte très loin. Elle remonte à la Grèce, à Thucydide, au Dialogue mélien. Elle remonte aussi à l'Inde, à Kautilya. On la retrouve aussi chez les Chinois. On a constaté à maintes reprises que, partout où il y a une guerre ou un conflit, on trouve généralement aussi de la neutralité : des acteurs qui essaient de ne pas y prendre part. Alors, quand on parle du concept fondamental de neutralité, ce que j'essaie de faire dans mes recherches, c'est de dire : écoutez, si on imagine la neutralité comme le fait de se tenir entre les deux, au milieu, cette métaphore n'est pas utile, parce qu'elle masque le problème principal.

Si vous vous imaginez au milieu, vous vous dites que quelqu'un est à votre gauche et quelqu'un d' autre à votre droite, et qu'il faut faire avec. Et moi, je dis : non, il faut changer cette image. Il faut plutôt voir ça comme un triangle. L'acteur neutre a deux relations, l'une avec celui-ci, l'autre avec celui-là. Mais l'essentiel, c'est que ces deux-là ont aussi une relation entre eux. Et le problème dans cette relation, entre le premier et le deuxième acteur, c'est qu'ils sont en guerre ou en conflit. Et la neutralité du troisième acteur, de la tierce partie, s'exerce en fait à l'égard de ce conflit. Les acteurs neutres sont neutres vis-à-vis d'un conflit. Ils ne sont pas neutres vis-à-vis de leurs partenaires. Avec leurs partenaires, ils sont en paix.

Ce qu'ils veulent, c'est maintenir des relations normales avec ceux qui sont en guerre ou en conflit les uns avec les autres. Et ça, bien sûr, c'est naturellement difficile, parce que les deux camps vont vous demander des comptes. Ils vont vous dire : « Ah, tu es mon ami, mais pourquoi diable es-tu encore en contact avec ce type ? C'est clairement quelqu'un de malfaisant, c'est clairement un sale type, alors arrête. » Et c'est ce qu'on voit en ce moment dans les relations internationales. C'est

donc un phénomène tout à fait naturel. Maintenant, quand on parle de neutralité géorgienne, suisse, autrichienne ou finlandaise, on parle d'une politique nationale. Là encore, on commence alors à donner à ce mot et à ce concept un contenu concret : ce qu'il convient de faire dans le contexte de ces pays, et pour chacun de nos pays.

Le moment où nous sommes devenus neutres et où nous avons adopté la neutralité comme politique nationale était marqué par de fortes tensions géopolitiques. Pour la Suisse, c'était en mille huit cent quinze, au congrès de Vienne, où nous avons demandé la neutralité et l'avons effectivement obtenue des grandes puissances. Pour l'Autriche, c'était en mille neuf cent cinquante-cinq, un moyen de mettre fin à l'occupation par l'Union soviétique et les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Pour la Finlande, il s'agissait de faire quelque chose de très similaire : trouver un arrangement avec les Soviétiques et ne pas se laisser entraîner dans le pacte de Varsovie. Et la Finlande s'y est prise très habilement, en disant : « D'accord, très bien, je vous garantis, à vous, l' Union soviétique, qu'aucune menace contre vous ne passera par notre territoire. Mais en échange, vous ne nous obligez pas à rejoindre le pacte de Varsovie. » Enfin, il n'y a jamais eu de discussion de ce genre, mais c'est l'entente qui s'est progressivement établie. Et cela a très bien fonctionné pendant de très nombreuses années, tout en préservant ce que j'appelle une marge de liberté, une marge de manœuvre.

Alors, les pays neutres essaient généralement de se servir de leur politique de neutralité pour éviter de se retrouver complètement entraînés dans un camp ou dans l'autre, parce qu'on perd alors une grande part de sa souveraineté. On est obligé de suivre les politiques des autres. Donc, sur le plan conceptuel, je pense qu'il est important de garder à l'esprit que la neutralité se définit toujours par rapport à un conflit. Il faut donc parler davantage des conflits, qu'ils soient réels ou qu'ils puissent survenir à l'avenir. Et deuxièmement, quels sont les critères à inclure dans cette définition pour la situation en question ? Mais comme je l'ai dit tout à l'heure, les situations changent. La neutralité change donc elle aussi. La neutralité suisse a changé au moins cinq ou six fois au cours des deux cents dernières années.

#Moderator

Et ça change aussi au moment même où nous parlons.

#Pascal

Salut tout le monde, l'ambiance automnale est là, et on a lancé nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre symposium de Kiel se retrouve sur des tee-shirts, des gobelets et des magnets. Ce petit bonhomme est vraiment mignon. Allez jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer à faire tourner la boutique. Alors, un grand merci et à bientôt.

#Panelist 3

Je voudrais dire quelques mots sur la situation en Géorgie et sur notre point de départ, parce qu'il est très différent de celui de la Finlande ou de l'Autriche. Nous connaissons cette histoire, bien sûr, et, vous savez, c'était remarquable de voir comment la Finlande a suivi cette voie de la patience stratégique pendant tant de décennies. Alors, où en sommes-nous en Géorgie, et que s'est-il passé ? Chose choquante, en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, Chevardnadze, quelques semaines seulement avant son élection à la présidence, a signé un accord avec la Russie autorisant le maintien des bases militaires russes en Géorgie pendant vingt-cinq ans. Après cela, il s'est adressé à la nation à la télévision et a déclaré : « On me demande pourquoi nous avons des relations parfaites avec nos voisins : la Turquie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan. D'accord, parfaites. »

Mais nous l'avons fait parce qu'il fallait apaiser notre immense voisin, la Russie, et éviter que la Géorgie ne soit à nouveau démembrée. Parce que, vous savez, déjà à l'époque, des soldats russes de maintien de la paix étaient présents en Abkhazie sous l'égide de l'ONU. D'autres étaient en Ossétie du Sud sous l'égide de l'OSCE. Oui, et la situation n'était pas très stable. Mais ensuite, il y a eu des années de calme. Enfin, pour faire court, je vais vous dire ceci : le dernier ambassadeur russe, Kovalenko, est venu en février deux mille sept, avant ce fameux sommet de Bucarest. Il revenait de Moscou. Et il a dit : « Nous, la Russie, nous voulons voir une Géorgie indépendante, souveraine et neutre. C'est notre rêve, de voir la Géorgie ainsi. » Et gardez bien à l'esprit qu'il l'a dit publiquement.

Avant cela, bien sûr, il y avait eu, vous savez, des négociations à huis clos. Et Kovalenko avait aussi dit : « S'il vous plaît, arrêtez ce déferlement de propos antirusses : "Occupants, occupants, occupants", et cetera. » Puis il y a eu le sommet de Bucarest, et peu de gens se souviennent que Poutine est arrivé à Bucarest et y a prononcé un discours. Il a dit : « Maintenant, on arrête. L'OTAN ne se rapprochera pas d'un seul mètre des frontières de la Russie. Vous pouvez oublier ça. » Un discours musclé. Et ensuite, la décision a été prise que l'Ukraine et la Géorgie deviendraient membres de l'OTAN sans plan d'action pour l'adhésion, sans aucun secret. Puis est arrivé le mois d' août deux mille huit. Je ne vais pas l'expliquer maintenant, mais, comme prévu, tout s'est en fait terminé en deux jours.

Saakachvili a lancé son aventure politico-militaire le sept août. Le neuf août, vous savez, Robert Gates, qui était alors secrétaire américain à la Défense, a déclaré : « En Géorgie, c'est terminé. » Cinquante-cinq avions de combat russes contrôlaient le ciel géorgien, et cetera. C'était fini. La Russie a installé deux puissantes bases militaires en Géorgie et reconnu l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme des États indépendants. Jusqu'à présent, la Russie ne les a pas annexées. Jusqu'à présent. Mais les chars et l'artillerie russes sont stationnés à trente kilomètres des limites de Tbilissi, aujourd' hui encore. Et avec tous ces moyens entre les mains du Kremlin, vous savez, il est très difficile de faire quoi que ce soit. Alors, ce point de départ est vraiment très particulier. Et nous partons de là, dans un pays où, il y a des années, il était impossible de prononcer ce mot : « neutre ».

Si vous prononcez ce mot, le jour même, on vous colle l'étiquette d'agent du Kremlin, de traître, d' agent de Poutine, et ainsi de suite. Je suis tellement heureux que, vous savez, quelque chose se soit

passé. À soixante-quatorze ans, je suis toujours en vie, et j'en suis témoin, j'y participe même un peu, vous savez. Mais c'est impossible. Maintenant, la guerre en Ukraine. Nous sommes en février deux mille vingt-deux, et le gouvernement géorgien vote dans toutes les instances — à l'ONU, au Conseil de l'Europe, vous savez — aux côtés des États-Unis et de l'Occident, pour condamner l' occupation, pour condamner l'agression. Et la Géorgie a même engagé une procédure pénale contre Poutine. C'était vraiment au-delà de ce que quiconque attendait. Et nous avons survécu. C'est un miracle. J'étais prêt, vous savez. Je savais ce qui pouvait arriver. Et puis il y a eu l'ambassadrice Kelly Degnan. Je dois la citer. Elle a dit : « Oui, le gouvernement géorgien a voté, vous savez, comme nous l'avons tous fait. »

« Mais vous, les Géorgiens, vous avez un ennemi commun avec l'Ukraine, vous savez, et c'est la Russie. » Une déclaration publique. « Maintenant, le moment est venu de prouver de quel côté vous êtes et aux côtés de qui vous combattez. Est-ce que vous combattez avec l'Ukraine contre la Russie, ou est-ce que vous êtes du côté du Kremlin ? » Bon, je pense que ça se passe de commentaire. Mais la situation évolue. Vous savez, on commence à entendre des voix en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Avant, ils disaient : « Jamais, au grand jamais, nous ne négocierons avec un État qui veut rejoindre l'OTAN. » Vous connaissez bien sûr cette erreur : le parti Rêve géorgien a modifié la Constitution et y a inscrit cet article soixante-dix-huit, qui dit que nous devons rejoindre l'OTAN, l' Union européenne, et cetera, et cetera. Laissez-moi simplement vous dire ce qui m'est venu à l'esprit en premier. Dès le départ, et surtout après août deux mille huit, ce n'était qu'une chimère… ou une illusion, appelez ça comme vous voulez, vous savez.

Personne à Bruxelles n'allait nous laisser entrer dans l'OTAN ou dans l'Union européenne. Et j'ai parlé à de gros bonnets là-bas, vous savez. Ils me disaient franchement : « Oubliez ça. Jamais, au grand jamais. Jamais, au grand jamais. » Et depuis tant d'années, l'OTAN ne dit plus que la Géorgie doit faire ses devoirs. Ils ont laissé tomber. Maintenant, il reste encore une carotte : l'Union européenne. Comme la carotte qu'on met devant un âne, vous voyez ? Un homme est assis sur l'âne et lui tend cette carotte, et le pauvre âne avance, encore et encore, mais ça n'en finit jamais. Aujourd'hui, la neutralité, ça veut dire qu'il faut mettre un terme à tout ça, et nous avons de bonnes chances d'y parvenir, croyez-moi. Il y a des signaux positifs, des signaux publics, qui viennent du Kremlin. Pour la première fois, ils disent : « Nous ne pensons pas qu'il y ait la moindre menace du côté géorgien. » Ils disent : « Bien, bien. » Vous savez, c'est la voie à suivre. Alors, nous pourrons en parler plus tard, mais je pense que je suis en avance sur mon temps. Merci.

#Moderator

Oui, merci. C'est assez paradoxal que le terme « neutralité », qui est censé vouloir dire qu'on est neutre, soit lui-même perçu comme une prise de position très marquée en faveur de quelque chose. Dans le contexte historique de la Géorgie, ce terme était donc autrefois interprété comme très prorusse. Et quiconque l'employait se voyait coller des étiquettes et traiter de tous les noms.

#Panelist 3

Nous ne nous battons pas contre les Ukrainiens. D'accord, vous êtes pro-Kremlin, vous êtes pro-russe. Désolé.

#Moderator

Oui. Très bien. Merci beaucoup. Je vais maintenant passer à une nouvelle série de questions plus détaillées, et je commencerai peut-être par vous, Monsieur Linden. La Finlande apporte un éclairage différent à cette discussion, puisqu'elle est passée d'une longue tradition de neutralité et de non-alignement militaire à l'adhésion à l'OTAN. Comment expliquez-vous cette décision ? Selon vous, qu' est-ce qui a changé dans l'environnement sécuritaire de la Finlande, et pourquoi considérez-vous que le maintien du non-alignement serait une meilleure solution ? Et dans le prolongement, on pourrait peut-être poser cette question : quelles leçons peut-on en tirer ? Je suis sûr que vous allez beaucoup entendre cette question aujourd'hui, mais je dois vous la poser moi aussi : dans cette expérience, qu'est-ce qui pourrait être utile à la Géorgie ?

#Paneslist 1

Oui. C'est vrai que la politique étrangère et de sécurité de la Finlande a profondément changé. Nous avons abandonné notre ligne de neutralité traditionnelle, qui nous assurait l'indépendance politique, la prospérité économique et la sécurité militaire. Et je ne vois aucune bonne raison à cela, parce que nos intérêts nationaux sont actuellement mis à mal. Nous ne sommes pratiquement plus un pays indépendant. En matière de politique étrangère et de sécurité, nous suivons toujours la ligne des États-Unis et des États membres de l'Union européenne situés en Europe centrale. Nous ne pouvons plus commercer avec les marchés qui nous sont les plus profitables. Les marchés de l'Est, et surtout le marché russe, ont toujours été très, très importants pour l'économie finlandaise.

Et sur le long terme, cela a été le seul moyen d'accroître le degré de transformation des produits industriels finlandais. Et à l'heure actuelle, les tensions militaires autour de la Finlande sont extrêmement fortes. Nous avons autorisé les États-Unis à déployer des troupes sur quinze bases militaires situées sur le territoire finlandais, et les forces terrestres avancées de l'OTAN ont commencé à opérer en Laponie, dans le nord de la Finlande, un peu comme les troupes allemandes qui étaient arrivées en Laponie en février mille neuf cent quarante et un, quelques mois seulement avant le début de l'opération Barbarossa. En réponse, la Russie a commencé à construire des bases militaires de son côté de la frontière, en république de Carélie. Avant l'adhésion de la Finlande à l' OTAN, la Russie ne concentrait pas ses troupes près de la frontière finlandaise, car elle considérait cette frontière comme sûre.

Mais en rejoignant l'alliance militaire occidentale et en nous soumettant aux grandes puissances occidentales, nous avons fait de notre pays un pion sur leur échiquier. Et au bout de ce chemin, je crains qu'il puisse y avoir une guerre menée pour le compte des grandes puissances occidentales. Ma position est donc très claire : la Finlande se portait bien mieux en étant neutre, et son adhésion à

l'alliance ne lui a apporté que des choses négatives. Et la leçon à en tirer, c'est que, dans son intérêt national, un État doit toujours s'adapter à ses réalités géographiques et géopolitiques. Et le problème de la Finlande, c'est que notre classe politique est obsédée par l'identité occidentale. Appartenir à l'Occident est une valeur absolue pour la classe politique finlandaise. Notre langue n'est même pas européenne.

Nous avons une langue finno-ougrienne, qui est plus eurasienne qu'européenne. Et beaucoup ont mis en doute le fait que les Finlandais soient un peuple européen. Cela a créé un gros problème d' estime de soi au sein des élites finlandaises. À mon avis, en se montrant plus occidentale que les pays considérés comme véritablement occidentaux, la classe politique finlandaise a cherché à compenser son manque d'estime de soi. Et puis, par exemple, Lawrence Wilkerson, ancien chef de cabinet de l'ancien secrétaire d'État américain Colin Powell, a révélé à plusieurs reprises que les États-Unis avaient mobilisé d'énormes moyens dans les pays neutres d'Europe de l'Est et du Nord pour les amener à s'aligner sur les objectifs de la politique étrangère américaine et à rejoindre l' OTAN. Je ne sais pas personnellement si cela s'est produit en Finlande, mais quand je vois comment les choses se sont passées chez nous, je peux imaginer que cela s'est produit ici aussi.

#Moderator

Oui, merci beaucoup. Il semble que les questions d'identité européenne suscitent des sentiments de subordination similaires dans les périphéries de l'Europe, parce que l'identité européenne a aussi créé, dans de nombreuses sociétés postsocialistes, notamment en Géorgie, le sentiment de ne pas être européen et d'être en position de subordination. Bien, ma prochaine question s'adresse au professeur Gatner. Elle porte sur l'article que vous avez écrit en deux mille dix-huit, intitulé « Neutrality as a Model for a New Eastern Europe ».

Et vous y affirmiez qu'un accord de neutralité à l'européenne pour la Géorgie devrait prévoir le retrait des troupes russes, y compris d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la région de Tskhinvali. Considérez-vous donc toujours qu'un tel accord est envisageable aujourd'hui ? Et si oui, à quelles conditions précises ? J'aimerais aussi revenir sur ce que vous avez déjà évoqué à propos de l' exemple autrichien. Pensez-vous que les conditions qui ont permis la neutralité de l'Autriche pourraient être réunies ailleurs ? Je demanderai tout à l'heure aux intervenants géorgiens si ces conditions sont effectivement réunies ou non, mais pourriez-vous nous en dire un peu plus de votre point de vue ?

#Panelist 2

Merci, Minoo, pour cette question importante. Permettez-moi d'abord de revenir un peu sur l' exemple finlandais. Il faut dire que la Finlande n'a pas osé employer le terme « neutralité » avant que l'Autriche ne devienne neutre. La Finlande avait un traité d'amitié avec l'Union soviétique. À cette époque, elle a commencé à se tenir à l'écart des conflits entre grandes puissances, mais sans employer le mot « neutralité ». C'est donc après que l'Autriche est devenue neutre que la Finlande a

commencé, elle aussi, à l'utiliser. Et il y avait toujours un désaccord entre l'Union soviétique et la Finlande. La Finlande disait toujours : « Neutralité, indépendance. » Et l'Union soviétique répondait toujours : « Traité d'amitié, traité d'amitié. »

C'est donc après mille neuf cent soixante-huit, après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, que l'Union soviétique a supprimé le mot « neutralité » de tous les traités bilatéraux entre la Finlande et l' Union soviétique. Et cela a changé quand Gorbatchev est arrivé au pouvoir. « Neutralité » était alors le mot à employer. La neutralité était possible dans le monde, mais aussi dans les relations bilatérales. C'était donc aussi un exemple pour la Finlande. Pour revenir à votre question sur la Géorgie, une petite anecdote : le trois mars deux mille quatorze, j'ai publié un article intitulé « Ukraine Should Look at the Austrian Model », dans lequel j'esquissais deux scénarios pour l'Ukraine. C'était avant l'invasion russe de la Crimée en deux mille quatorze, mais après Maïdan.

Donc, les deux scénarios que j'envisageais en deux mille quatorze étaient les suivants : soit une Ukraine durablement neutre, soit une Ukraine durablement divisée. Malheureusement, il semble aujourd'hui que l'Ukraine soit durablement divisée. Malgré tout, je pense que l'option de la neutralité reste possible pour l'Ukraine, avec une réunification sur le modèle allemand. Une Ukraine unifiée, mais neutre, serait possible. Mes deux concepts reposaient donc, bien sûr, sur ces deux exemples historiques : l'Allemagne, durablement divisée après la Seconde Guerre mondiale, et l'Autriche, durablement neutre. Il s'agit d'une neutralité fondée sur le droit international et inscrite dans la Constitution autrichienne. Ensuite, bien sûr, la définition de la neutralité est souple. Elle a évolué.

L'Autriche a adopté des amendements supplémentaires à sa Constitution pour pouvoir participer aux opérations de maintien de la paix de l'Union européenne. Cela ne contredit pas le principe de neutralité. Mais après mille neuf cent quatre-vingt-dix, nous avons connu ce moment Fukuyama. Le moment Fukuyama, c'était la fin de l'histoire, la disparition des blocs. Et bien sûr, les adversaires de la neutralité affirmaient que la fin de l'histoire signifiait la fin de la neutralité. Il est vite apparu, évidemment, que l'histoire n'était pas finie, mais ils continuaient à affirmer que c'était la fin de la neutralité. Pourtant, quand le moment Fukuyama a disparu, s'est évaporé, nous avons vu apparaître une nouvelle polarisation dans le monde. On le voit entre l'OTAN et la Russie, et entre les États-Unis et la Chine. Il y a bel et bien une polarisation. En période de polarisation, les petits États n'ont que deux possibilités, deux options.

La première option, c'est de rejoindre une alliance ou de s'aligner sur une grande puissance. Les politologues américains parleraient d'un engrenage qui, bien sûr, offre des garanties de sécurité, mais implique aussi des engagements en matière de sécurité. On ne reçoit pas simplement une garantie. Si les choses tournent mal, il faut entrer en guerre pour un autre pays, surtout une grande puissance. C'est donc une sorte d'engrenage. Et, au fond, tous les présidents américains depuis George Washington ont mis les Américains en garde : les États-Unis ne devraient pas se laisser entraîner dans des guerres à l'étranger. Ce n'est donc pas nouveau, et c'est encore plus important

pour les petits États. Et la deuxième option, c'est la neutralité, quelle qu'en soit la forme. Il peut s' agir d'une neutralité de type non-aligné. C'est donc souple. Et la neutralité, surtout, est un moyen de rester à l'écart de ces possibles engrenages.

Et il y a eu une enquête menée jusqu'en deux mille vingt-quatre par le Conseil européen des relations internationales. C'est un groupe de réflexion très atlantiste, basé à Bruxelles et à Londres. La question était donc : « De quel côté vous rangeriez-vous en cas de conflit entre les États-Unis et la Chine ? » Il n'était même pas question d'un conflit militaire. On parlait simplement d'un conflit. On interrogeait les citoyens de l'Union européenne, pas les gouvernements, pas les gouvernements. Assez peu se rangeraient du côté de la Chine, mais tout de même environ dix ou onze pour cent. Assez peu se rangeraient du côté des États-Unis non plus, environ trente pour cent. Donc, environ soixante pour cent diraient : « Nous préférerions rester neutres. Nous ne voulons pas être entraînés dans un conflit à l'étranger, dans une guerre à l'étranger. » Depuis deux mille vingt-quatre, le Conseil ne pose plus cette question. Cela signifie que, dans l'esprit des gens, la neutralité a une certaine logique. Il n'y a donc que ces deux options.

Et pour ce qui est de l'Union européenne, puisque vous l'avez évoquée tout à l'heure, elle a un article similaire à l'article cinq de l'OTAN : l'article quarante-deux, paragraphe sept. Mais il y a des exceptions, alors ne vous laissez pas tromper par les commentaires dans la presse internationale. Il y a des exceptions pour les États neutres. Le texte ne les appelle pas des États neutres, mais les États peuvent participer conformément à leurs exigences constitutionnelles. Il y a aussi une exception pour tous les États membres de l'OTAN. Ces États décideront d'abord s'ils appliqueront cet article quarante-deux, paragraphe sept, de l'Union européenne. Il y a donc une exception pour tous les États membres de l'Union européenne. Au fond, c'est un paragraphe qui n'a aucun effet. Bien sûr, on peut participer. Les États neutres peuvent aussi dire : « Nous participerons si c'est conforme à nos exigences constitutionnelles. » Mais cela ne fait pas de l'Union européenne une alliance militaire. Je dirais donc que l'adhésion à l'OTAN est exclue pour les États neutres, mais que l' adhésion à l'Union européenne serait possible.

#Moderator

Merci. J'ai apprécié que vous qualifiiez l'« end of history » de Fukuyama de moment. Alors, je vous en prie…

#Pascal

Je voudrais peut-être revenir sur cette question des engagements et sur le fait d'être « pro » quelque chose. Éviter de se retrouver pris dans des engagements et rester en dehors de structures d' alliance contraignantes, c'est une chose qui fait dire à beaucoup de gens : « Oui, vous ne participez pas, donc vous êtes dans une posture négative, non ? La neutralité, c'est négatif, parce que vous ne voulez pas participer. » Mais en fait, si vous évitez ces engagements et ces alliances contraignantes, ce que vous faites — et ce que veulent réellement la plupart des acteurs qui font ce choix —, c'est

entretenir de bonnes relations avec toutes les parties. Donc, si certains disent que la neutralité géorgienne est prorusse, je leur répondrais qu'elle est aussi pro-Union européenne. Elle est aussi pro-américaine. Elle est aussi pro-chinoise, pro-iranienne, pro-turque. C'est tout l'intérêt.

Vous évitez de vous laisser entraîner dans des alliances pour ne pas être aspiré dans l'une de ces configurations de conflit, et pour conserver une position qui vous permette de commercer avec tout le monde et d'entretenir de bonnes relations avec chacun. Alors, c'est forcément difficile, mais cette approche repose sur le rejet de cette logique du jeu à somme nulle. Et malheureusement, beaucoup de gens en Occident raisonnent bel et bien selon cette logique. Ils se disent : « Si c'est bon pour la Russie, c'est mauvais pour nous. Donc, la Géorgie, arrêtez ça. » Et c'est là que les États neutres doivent constamment expliquer : « Écoutez, écoutez, écoutez, au passage, c'est bon pour vous aussi. » Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Suisses étaient entourés par les puissances de l' Axe : l'Allemagne, l'Italie, la France occupée, l'Autriche, bien sûr, n'est-ce pas ?

Pendant toute la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a maintenu des relations commerciales avec le Royaume-Uni, parce qu'elle a négocié avec les Allemands en leur disant : « Chers Allemands, vous devez nous permettre de conserver un minimum d'échanges avec le Royaume-Uni. Sinon, les Britanniques pourraient commencer à bombarder les installations où nous fabriquons des produits pour vous. » Et finalement, les Allemands ont dit : « Oui, d'accord, très bien. » Les échanges commerciaux de la Suisse étaient donc limités. Ils n'étaient ni très importants ni très significatifs. Mais un minimum d'échanges a été maintenu avec le Royaume-Uni et les autres puissances alliées, ainsi qu'avec l'Allemagne, tout comme les relations diplomatiques. Il faut donc constamment réexpliquer pourquoi c'est aussi dans l'intérêt de l'autre partie. Et là, je dois simplement ajouter, sur le plan conceptuel, que la neutralité politique peut s'appliquer à un pays, ou même à des organisations comme la Croix-Rouge, par exemple le CICR. Certains acteurs ne sont pas des États, mais sont tout de même neutres.

Mais la neutralité politique d'un acteur n'est jamais neutre dans ses effets. Là aussi, on confond deux niveaux. Un acteur politiquement neutre aura quand même une influence sur l'ensemble du système, parce qu'il commerce avec les deux camps ou entretient des relations avec les deux camps. Et tel ou tel acteur considérera que cela profite davantage à un camp qu'à l'autre. Donc, en ce moment, ce qu' on observe en Europe, c'est que toute la logique, surtout dans les milieux de l'OTAN, consiste à dire qu'il faut vaincre la Russie. Tout ce qui nous aide à vaincre la Russie est bon. Tout ce qui ne nous aide pas est mauvais.

Et adopter une position neutre, en disant : « D'accord, je n'imposerai pas de sanctions, je ne rejoindrai pas l'alliance militaire, je n'enverrai pas d'armes », ce n'est pas être neutre quant à l'issue du conflit. Ce n'est pas être neutre quant à l'issue, dans la mesure où cela ne soutient pas cette stratégie qui consiste à combattre les Russes. Ce camp dira donc : « Eh bien, vous n'êtes pas neutres. Vous ne nous aidez pas. Vous ne nous aidez pas à atteindre notre objectif principal. » Et c' est là tout le problème pour les neutres, qui doivent répéter et expliquer sans cesse : « Écoutez, je suis profondément désolé de cette guerre, mais je le suis pour les deux camps. Pour tous les camps.

Je suis désolé pour les Ukrainiens qui meurent. Je suis désolé pour les Russes qui meurent. Je suis désolé pour tous ceux qui meurent. Et je voudrais vraiment que ces morts cessent. »

Mais je ne peux pas contribuer à mettre fin aux pertes humaines si j'envoie des armes dans ce brasier. Et alors, naturellement, l'un ou l'autre camp vous dira : « Eh bien, ça ne nous arrange pas. Donc, nous ne vous considérons pas comme un acteur neutre. » Les acteurs neutres ne peuvent pas y échapper, mais ils peuvent faire avec. Parce que, encore une fois, si vous parvenez à éviter de vous laisser entraîner dans ces engagements contraignants, vous gardez une marge de manœuvre pour commercer, travailler et négocier avec les deux camps. C'est très difficile. Mais c'est pour ça, je veux dire, que ce genre d'accusation selon laquelle la neutralité serait prorusse est tout à fait naturel. Bien sûr que l'autre camp dira ça. Et d'ailleurs, en général, quand il y a un conflit — qu'il s' agisse d'un conflit entre grandes puissances ou d'un affrontement direct —, c'est le camp le plus fort dans l'affrontement direct qui porte cette accusation contre l'acteur neutre.

Parce que la neutralité des acteurs neutres profite généralement davantage au camp le plus faible. Parce que, encore une fois, le camp le plus fort va chercher à éliminer tous les acteurs neutres pour couper l'ennemi de toute forme de relation. Le camp le plus faible dira généralement : « Je vous laisse rester neutre, parce que j'ai quand même intérêt à ce qu'on garde des relations commerciales, même si vous faites aussi du commerce avec l'autre camp. » C'est donc assez souvent le camp le plus fort qui exercera une pression supplémentaire sur les acteurs neutres pour qu'ils cessent de l' être. Mais c'est comme ça. Et c'est l'un des éléments à prendre en compte quand on définit une politique de neutralité et la manière de la mettre en œuvre.

#Moderator

Oui, merci. J'ai une question plus précise à vous poser avant de passer à la personne suivante. Elle porte sur l'expérience suisse. Je m'adresse à vous en tant que spécialiste de la neutralité, mais aussi en tant que personne originaire de Suisse. Comment définit-on précisément la neutralité en Suisse ? C'est aussi une question conceptuelle, car elle soulève celle de savoir dans quelle mesure la neutralité est définie par des règles formelles, et dans quelle mesure elle est façonnée par des interprétations politiques. Pour moi, la neutralité semble être autant une règle formelle qu'une pratique politique. Par ailleurs, à la lumière des discussions récentes qui ont probablement lieu en Suisse en ce moment, pourriez-vous expliquer la différence entre les approches plus strictes de la neutralité et celles qui sont plus souples ?

#Pascal

Oui, merci. Alors, en Suisse, nous venons d'échouer à inscrire dans la Constitution une véritable définition de notre neutralité. C'était l'objet d'un référendum organisé en septembre, et la proposition a été rejetée par soixante-dix pour cent de la population. Je fais partie des trente pour cent qui souhaitaient le faire et qui estimaient que c'était une bonne idée. Le mot « neutralité » figure à deux endroits dans la Constitution suisse, mais il n'y est pas défini. La Constitution ne dit

pas ce qu'il signifie concrètement. Donc, depuis deux cents ans, c'est au gouvernement suisse qu'il revient de rédiger des livres blancs, des documents stratégiques, et ainsi de suite, pour définir la manière dont nous interprétons cette neutralité.

Pour l'instant, le principe de base, c'est que nous concevons la neutralité telle qu'elle est définie par le droit international, principalement dans les deux conventions de La Haye de mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf et de mille neuf cent sept. Elles fixent des règles strictes : pas de bases militaires de puissances étrangères, pas de passage de soldats étrangers sur votre territoire, et ainsi de suite. Il y a quelques règles de ce type. En fait, tout État neutre est libre d'envoyer des armes dans le cadre d' un conflit armé. Mais s'il le fait, il est censé en fournir de manière égale aux deux camps. Les Suisses ont donc dit : « Bon, nous n'avons pas vraiment envie d'envoyer des armes à la Russie, alors nous n' allons pas non plus en envoyer à l'Ukraine. » Mais là encore, c'est une décision politique.

Mais au-delà de ça, la Suisse a dit : « Nous allons imposer des sanctions à la Russie après deux mille vingt-deux. » Et le référendum que nous venons d'avoir proposait une interprétation plus stricte de la neutralité suisse : pas d'armes pour aucun des camps dans un conflit, mais aussi, en principe, pas de sanctions, sauf si elles sont imposées par les Nations unies. Et cette interprétation a été rejetée. La majorité des Suisses pensent toujours qu'il est bon d'imposer des sanctions à un seul des deux camps dans un conflit, surtout à la Russie. Mais les opposants ont alors recentré le débat politique sur la question des sanctions contre la Russie. Évidemment, on ne parle jamais de sanctionner les États-Unis pour avoir attaqué l'Iran.

Mais bon, c'est comme ça. Le camp d'en face a réussi à présenter les choses autrement. Mais c'était un bon exemple de ces moments où, en Suisse, on a de nouveau débattu de ce que le mot « neutralité » devrait réellement recouvrir et de la manière dont on veut le définir dans la Constitution. Ou bien veut-on laisser au gouvernement la latitude de fixer les règles concrètes de notre neutralité ? Et la décision, malheureusement, à mon avis, a été de dire : « Non, non, le gouvernement peut s' en charger. On se contente d'un principe général dans la Constitution. » Même les Autrichiens ont des dispositions constitutionnelles plus strictes en matière de neutralité, parce qu'elles en donnent au moins une définition minimale. Il y a différentes façons de faire.

#Moderator

Très bien. Merci. Ma prochaine question s'adresse donc à vous. Je voudrais revenir sur ce lien entre le principe général et les moyens concrets de mettre en œuvre la neutralité, si l'on peut dire. Dans le cas de la Géorgie, ma question est la suivante : qu'est-ce qui changerait concrètement pour le pays s' il devenait neutre ? Je m'explique. Par exemple, si la Géorgie renonce à ses aspirations à rejoindre l' OTAN — et vous avez mentionné, lors de votre précédente intervention, qu'une disposition constitutionnelle à ce sujet est actuellement en vigueur —, quelle serait la suite, dans ces conditions ?

Et une autre question liée à cela, c'est : qu'est-ce qui change dans les relations diplomatiques ? Quelles conséquences cela pourrait-il avoir sur le renforcement des capacités militaires de la Géorgie

? Faut-il commencer à parler de sujets comme la production industrielle d'armement, par exemple ? Parce qu'on sait que la Suisse, notamment, débat beaucoup de la provenance des armes, de leurs fournisseurs, des moyens d'en produire suffisamment et des pays où les acheter. Toutes ces questions se poseraient donc probablement si la Géorgie venait un jour à adopter la neutralité. Voilà la question : qu'est-ce qui change exactement, et comment ? C'est difficile à dire.

#Panelist 3

Il est difficile de dire ce qui se passera à l'avenir, vous savez, en raison des dynamiques à l'œuvre dans ce monde en pleine transformation. Vous savez que d'éminents chercheurs écrivent sur le sujet. D'ailleurs, Fukuyama a publié son article dans The National Interest en mille neuf cent quatre-vingt-neuf, avant la dissolution de l'URSS, avant la chute du mur de Berlin. Et dans le numéro suivant, John Gray, un grand intellectuel qui est toujours en vie et en activité, a publié sa réponse à Fukuyama, dans une perspective réaliste. Et il disait : oui, l'URSS va se dissoudre, mais ne vous attendez pas à la fin de l'histoire. Non, non. L'histoire classique, avec toute sa violence, avec ces périodes où les puissants font ce qu'ils veulent, comme le disait Thucydide, et où les faibles doivent subir, est de retour.

Une période de guerres s'annonce, vous savez, de conflits internes, d'intrigues et de diplomatie à huis clos, et cetera, et cetera. On pourrait même bientôt connaître des temps malthusiens. C'est ce que disait John Gray, à l'époque, dans un court article qui a fait date. Eh bien, nous y sommes. Ce dont je suis sûr, c'est que nous devons agir maintenant et avancer pas à pas, en commençant par une politique étrangère neutre. Bon, notre gouvernement et le parti du Rêve font beaucoup mieux aujourd'hui, mais ce n'est pas suffisant. Ils continuent, de temps à autre, à voter à l'ONU et dans d' autres enceintes sur des questions pour lesquelles, permettez-moi de le dire ouvertement ici, nos voisins, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, s'abstiennent de voter. Ils évitent ainsi, vous savez, ces sujets délicats qui pourraient provoquer la colère du Kremlin. Mais notre gouvernement continue de le faire, comme en août de cette année.

Alors arrêtez. Arrêtez et, vous savez, faites de même. Bon, concernant l'Union européenne, ce qui est fait est fait. Maintenant, avec cette situation et cette attitude envers la Géorgie, avec ces accusations et ces calomnies incessantes selon lesquelles les élections auraient été truquées, et cetera, et cetera, ils ne peuvent pas revenir sur leurs paroles. Mais que peut faire l'Union européenne ? Elle traverse une crise profonde, vous savez, une crise politique. Certains articles disent que l'Union européenne reste un nain géopolitique. Ils peuvent publier des déclarations et des résolutions, et ils le font, vous savez. Mais ils ne peuvent pas faire plus de mal à la Géorgie que cela. Et nous voilà dans une situation très compliquée, comme je vous l'ai dit, avec notre territoire, les bases, et cetera, et cetera.

Alors, même sur le plan des capacités militaires, même si tous les Géorgiens — les petits enfants, les femmes, etc., vous voyez — devenaient soldats, nous ne pourrions pas défendre la Géorgie contre notre immense voisin, ni contre notre autre immense voisin, vous voyez. Et nous nous souvenons qu'

Erdogan a déclaré à plusieurs reprises : « Nous, les Turcs et les Azéris, sommes une seule nation vivant dans deux États différents. » Il l'a dit plusieurs fois, et il a agi en conséquence. C'est ainsi que le conflit du Karabakh a été réglé, vous voyez, il y a six ans, etc. Donc, jusqu'à présent, nous entretenons d'excellentes relations avec l'Azerbaïdjan, avec la Turquie, etc., mais il ne faut pas compter défendre la Géorgie par des moyens militaires. Ses ressources ne suffisent pas. Nous ne pouvons pas le faire. Vu notre situation géographique, nous ne sommes pas en mesure de résister, etc., etc. Donc, le seul État au monde qui ait présenté sa neutralité aux Nations unies, après trois années de démarches progressives, c'est le Turkménistan.

Le seul État au monde. Et à l'époque, il y a trente-cinq ans, tous les États membres ont voté en sa faveur à l'unanimité. Mais qui étaient les coauteurs de cette résolution concernant le Turkménistan ? Énumérons-les : la Russie, les États-Unis d'Amérique. Deux coauteurs. Pas si mal, hein ? Deux membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Puis l'Iran, la Turquie, le Pakistan. Regardez la carte. Et ça s'est fait. Alors, qui sait ? La transformation doit arriver à son terme. Nous devons être prudents. Peut-être qu'un jour, la Russie, les États-Unis et, vous savez, la Chine se retrouveront ensemble comme coauteurs d'une résolution concernant la Géorgie. Max Weber disait que la tâche d'un véritable responsable politique consiste à s'atteler à des missions incroyables, impossibles, pour les rendre possibles demain ou après-demain, à l'avenir. Voilà où nous en sommes. Merci.

#Moderator

Merci beaucoup. Nous avons un peu de temps pour les questions du public. Malheureusement, nous ne pouvons pas les entendre directement, mais nous les avons reçues sur une nouvelle plateforme, et je vais vous les lire. La plupart des questions s'adressent à Pascal, sans doute parce que vous définissez beaucoup de concepts, mais d'autres pourront peut-être aussi y répondre. Je vais toutes les lire à la suite, puis nous déciderons qui répondra. Bashar Mamedov demande : « Quel impact l' évolution de la situation au Moyen-Orient aura-t-elle sur les relations entre la Géorgie et l'Union européenne ? » Bien. La question suivante est de savoir si la neutralité crée des intérêts économiques différents en temps de guerre et en temps de paix.

Quel type de programme de développement économique la Géorgie devrait-elle mettre en place pour rendre sa neutralité viable à long terme ? Cette question porte donc davantage sur le développement économique intérieur. Et la troisième question est formulée ainsi : « On a beaucoup parlé des avantages de la neutralité lors d'affrontements militaires entre d'autres pays. Au cours de nos rencontres avec le public, nous avons expliqué que la neutralité présente aussi des avantages pour résoudre les problèmes territoriaux internes, davantage que d'autres formes d'organisation politique. Pourriez-vous nous dire si ces explications sont justes ou si nous nous trompons ? » Cette question est posée par le parti politique Alliance de gauche. Oui, allez-y. Nous pouvons peut-être commencer par Pascal, et si quelqu'un souhaite compléter sa réponse, il pourra le faire.

#Pascal

C’est très difficile de répondre brièvement à ces questions. Je veux dire que le conflit au Moyen-Orient rend, à mon avis, la neutralité future des États du Golfe presque inévitable. Les États du Golfe font actuellement partie des victimes de ce conflit. Et ce qu’on constate, c’est que les bases américaines dans les États du Golfe représentent un énorme handicap, n’est-ce pas ? Il est évident que les États du Golfe sont bombardés parce que les États-Unis ont décidé de faire la guerre à l’Iran. Et ce sont eux, maintenant, qui sont directement visés. Je pense donc vraiment qu’à long terme, cela amènera les États du Golfe, à un moment donné, à cesser progressivement d’accueillir des bases américaines. Cela les conduira donc à une plus grande neutralité, en ce sens.

Et c’est un signal. Je pense donc que ce signal est examiné de près en ce moment. Et puis, en écoutant ce que Sakari disait à propos de la Finlande, les bases étrangères ne renforcent pas forcément votre sécurité. Elles font de vous une cible. La vraie question à se poser, c’est donc : comment voulons-nous définir la sécurité ? Est-ce qu’on n’est en sécurité que si l’on suit ceux qui, à l’ OTAN, disent qu’il faut recourir à la dissuasion ? Il faut dissuader, toujours dissuader. Mais alors, pourquoi l’Allemagne ne cherche-t-elle pas à dissuader la France, ni la France l’Allemagne ? Pourquoi ces deux pays sont-ils en sécurité ? Historiquement, ils ont eu beaucoup de problèmes entre eux, non ? Ils ne cherchent plus à se dissuader mutuellement. Pourquoi ? Parce qu’ils ont créé un cadre.

Le cadre, c’est l’Union européenne, l’OTAN et d’autres organisations qui garantissent leur sécurité. La sécurité de l’un, c’est la sécurité de l’autre. C’est un cadre, et c’est un cadre utile. Maintenant, la question est de savoir comment créer un cadre ici. Et ce parti dit justement que la neutralité devrait être le cadre dans lequel nous créerions une dépendance mutuelle, pour avoir des amis plutôt que des ennemis. Et avec des amis, on n’a pas besoin de dissuasion. Toute la question est donc de savoir comment construire des liens d’amitié. Et je trouve en fait cette question bien plus utile que celle de la dissuasion, parce que la dissuasion engendrera toujours le dilemme de sécurité. Et je suis désolé de ne pas avoir abordé les autres questions.

#Moderator

Peut-être souhaitez-vous le faire, et nous pourrons conclure là-dessus.

#Paneslist 1

D’accord, oui. J’aimerais aussi commenter la situation au Moyen-Orient. À mon avis, la guerre en Iran accélère le passage d’un monde unipolaire à un monde multipolaire, et elle a aussi montré les limites de la puissance militaire des États-Unis dans le monde. Et cela pourrait, selon moi, éloigner l’ Union européenne de la Géorgie, par exemple, parce que l’Union européenne a très clairement indiqué qu’elle s’inscrivait dans le projet hégémonique des États-Unis. Et à mesure que différents pôles de puissance émergent en dehors de l’Occident, ils gagnent en importance et en influence.

Et dans cette région, ici, dans le Caucase du Sud, vous êtes au carrefour de différentes sphères d’ influence, ce qui vous permet de trouver un équilibre très rapidement, de manière efficace et avec

des moyens bien employés. Dans le cas de la Finlande, pendant la guerre froide, notre neutralité était très défensive face à l'Union soviétique, parce que l'Union soviétique et le bloc de l'Est étaient de loin le plus faible des grands blocs de puissances. Aujourd'hui, en revanche, l'Occident s'affaiblit, et son importance relative comme son influence diminuent. Cela permet à la Géorgie, à mon avis, d' adopter une neutralité beaucoup plus proactive.

#Moderator

Merci beaucoup. Oui, je vous en prie. Vous avez peut-être une ou deux minutes.

#Panelist 2

Oui, encore une fois, je vais m'appuyer sur quelques analogies historiques, puisque vous avez évoqué les Nations unies. En fait, la neutralité de l'Autriche et sa reconnaissance en droit international reposaient elles aussi sur les Nations unies, car l'Autriche leur avait notifié sa conception de la neutralité ainsi que sa loi sur la neutralité. Et en l'absence d'objection à cette neutralité, celle-ci était, de fait, également reconnue par les Nations unies. Voilà donc ce qu'il en est du droit international. Je dois préciser que ce n'était pas l'Union soviétique, mais bien Eisenhower qui soutenait fermement la neutralité autrichienne dans les années cinquante. L'administration Eisenhower a déclaré à plusieurs reprises qu'elle préférait la neutralité.

En fait, il a aussi mentionné la Finlande. Et il y a un exemple. Nous commémorons en ce moment l' invasion soviétique de la Hongrie en mille neuf cent cinquante-six. À l'époque, l'Union soviétique soupçonnait l'Autriche d'accueillir des insurgés, ce qui était peut-être vrai, peut-être pas. Et les Soviétiques ont menacé l'Autriche. Le ministre américain des Affaires étrangères a alors déclaré que si la neutralité et la souveraineté de l'Autriche étaient violées, cela constituerait un motif de troisième guerre mondiale. Donc, si la neutralité est crédible, elle est aussi reconnue par les grandes puissances. Il n'est pas nécessaire d'être membre d'une alliance. Il faut affirmer sa neutralité de façon crédible. Il faut constamment la faire comprendre clairement.

Donc, la passivité est incompatible avec la neutralité. Il n'y a pas que la neutralité et les alliances militaires qui soient incompatibles. La passivité et la neutralité le sont aussi. C'est pourquoi je parle de neutralité engagée. Un autre enseignement à en tirer — car ce n'est pas du Moyen-Orient que je parle, mais de l'Europe centrale —, c'est qu'il existe un exemple historique de neutralité régionale. Je ne parle pas de la note de Staline, mais du fait que, dix ans après la Seconde Guerre mondiale, l' Autriche était unifiée et neutre, tandis que l'Allemagne était divisée. Et puis, certains commentateurs occidentaux ont dit : « Il faut faire quelque chose. » L'idée n'était donc pas seulement de réunifier l' Allemagne, mais de créer une Europe centrale unie, sur le modèle autrichien.

Il y a donc eu une initiative bipartisane. Les sénateurs Knowland et Humphrey ont publié une déclaration appelant à une Europe centrale neutre, comprenant non seulement l'Allemagne et l' Autriche, mais aussi la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Le chef du Parti travailliste

britannique, Hugh Gaitskell, a dit la même chose. Et en plus de cela, Rapacki, le ministre polonais des Affaires étrangères, a déclaré en mille neuf cent cinquante-sept : « Bon, le traité d'État autrichien fait de l'Autriche un État non doté d'armes nucléaires. L'Autriche est donc l'un des premiers États non dotés d'armes nucléaires. C'est inscrit dans le traité d'État autrichien. Pourquoi ne pas appliquer cela à l'Europe centrale ? » Rapacki a donc été le premier à proposer une zone régionale exempte d'armes nucléaires en Europe centrale.

Bien sûr, ce concept avait de farouches opposants. Il y avait Adenauer, d'un côté, qui disait que la neutralité était un poison utilisé par l'Union soviétique. Mais, bien sûr, de l'autre côté, il y avait l' Union soviétique, et le pacte de Varsovie avait déjà été créé. Cela ne veut pas dire pour autant que ces concepts ne pouvaient pas aussi servir de modèles pour l'avenir : des zones de désengagement militaire régional, des zones exemptes d'armes nucléaires. Mais, bien sûr, les États neutres doivent s' engager en contrepartie. Ils peuvent très bien agir au sein de l'Union européenne. On peut y jouer un rôle actif, proposer ses services, fournir des troupes de maintien de la paix et accueillir des organisations internationales. Il n'y a donc pas vraiment de contradiction. Mais la passivité et la neutralité, ça ne va pas ensemble.

#Moderator

Merci. Mais seulement si vous souhaitez ajouter quelque chose, parce que tous les autres intervenants ont pris la parole, et ce ne serait pas juste de vous en priver. Seulement si vous le souhaitez.

#Panelist 3

Une courte phrase. Oui, s'il vous plaît. En mars mille neuf cent cinquante-deux, Joseph Staline, comme vous le savez bien sûr, a adressé une note ferme aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France, proposant la réunification de l'Allemagne. Il disait qu'un État comme l'Allemagne ne devait pas être divisé, à condition qu'un référendum soit organisé en Allemagne et qu'elle reste neutre. Et ils ont refusé. Comme l'écrivent des historiens allemands, et comme certains de mes amis allemands me l'ont dit, Adenauer n'a pu se maintenir au pouvoir en Allemagne que parce qu'il était assis sur les baïonnettes américaines, car il y avait une grave crise politique au Bundestag. Ils voulaient la réunification. Voilà, c'est l'histoire, vous savez. C'est l'histoire, parce que, parfois, il est très, très difficile d'expliquer que, vous savez, nous devons être neutres, etc., quand de grandes puissances disent : « Non, soit vous êtes nos ennemis, soit vous pouvez oublier tout ça. »

#Panelist 2

Juste pour ajouter une chose, bien sûr, il y a des historiens — et Pascal et moi connaissons cet historien, Ruggenthaler, par exemple. Il a écrit un livre vraiment épais sur la note de Staline. Et sa

conclusion, c'était que Staline avait publié cette note parce qu'il savait qu'Adenauer s'y opposerait, et que cela reviendrait à reconnaître la division de l'Allemagne. Mais en fait, les exemples que j'ai cités vont bien au-delà de la note de Staline en tant que concept régional.

#Pascal

Et il y a aussi un autre historien, Michael Gehler, qui a écrit un livre encore plus épais pour dire : « Non, non, Staline était vraiment sérieux. » Il n'y a pas de consensus sur cette question.

#Moderator

Très bien. Un grand merci aux intervenants pour cet échange intéressant. Et merci au public pour sa patience et son écoute. J'espère que ces discussions donneront lieu à d'autres échanges intéressants lors des prochaines tables rondes. Merci beaucoup.